

8 Société et Culture

Piéton

Cherchez l'Hôtel de Ville...



Ce bâtiment abritant les services du Conseil municipal la commune de Mouila est quasiment la seule de bâtisse administrative de la ville à ne pas arborer de signe distinctif, donc pas facilement identifiable.

L'autorité municipale gagnerait à mettre sur le fronton de l'immeuble, une pancarte bien lisible afin de renseigner les touristes et les usagers. Ce qui participe, d'une manière ou d'une autre, à l'embellissement de la cité.

Salut l'artiste !



L'homme se distingue, de prime abord, par son accoutrement : pantalon jeans, blouson et un bonnet "Bob" tout crasseux sur lequel sont posés des écouteurs baladeurs. A Mouila, il n'est pas rare de le retrouver au "carrefour dit Ndendé" posté à longueur de journée sur le terre-plein ou sur le trottoir. Prononçant des litanies inaudibles, en dépit des intempéries. Une posture qu'il renouvelle tous les jours que Dieu fait. Des mauvaises langues avancent que l'homme serait victime de la consommation abusive des stupéfiants. Avis aux amateurs !

A quand une battue des chiens errants ?



Le phénomène est devenu de plus en plus inquiétant dans le chef-lieu de la province de la Ngounié. Il est rare de faire un pas sans rencontrer un chien errant dans la rue. Et à la nuit tombée ces canidés, en bande organisée, ne cessent de troubler la quiétude des Molvillois à travers leurs aboiements qui s'apparentent aux pleurs des humains. L'opinion s'interroge toujours, d'autant qu'il n'y a, jusqu'ici, aucune opération visant à se débarrasser de ces canidés. Il est urgent qu'une initiative dans ce sens soit entreprise par les autorités municipales, comme ce fut le cas par l'équipe précédente.

Par F.N

Vie des associations/ Sortie de l'association Tebeke au ministère de la Culture

Une rencontre pour promouvoir la culture Akélé



Alain Claude Bilie-By-Nze (c) s'imprégnant des arts Akélé, au travers des sculptures en pierre de Mbigou.

F.B.E.M

Libreville/Gabon

FIDÈLE à sa vision de fédérer toutes les composantes du peuple Ungo'm, plus communément appelé Akélé, en vue de mieux valoriser sa culture, l'association Tebeke (Levons-nous) a organisé une rencontre culturelle, samedi dernier, à la salle de spectacle du ministère de la Culture à Libreville. Au menu, une exposition des arts Akélé (danses, sculpture, arts culinaires), et une conférence-débat

sur les similitudes entre le groupe Ungo'm et une multitude d'autres groupes socio-ethniques du Gabon. En présence du ministre d'Etat à la Culture, Alain Claude Bilie-By-Nze.

Occasion pour ce dernier de saluer le combat de l'association Tebeke, tout en l'assurant du soutien de son département ministériel : « (...) Nous, en tant que ministère de la Culture, et sous les instructions du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba, travaillons à faire en sorte que les Gabonaises et les



L'association Tebeke, par l'entremise de sa vice-présidente, a remis un présent au ministre d'Etat à la Culture.

Gabonais se réapproprient leurs coutumes, leurs traditions, leur identité (...). Pendant longtemps, nous avons pensé que se développer, c'était épouser la culture de l'autre, et oublier d'où nous venons. Mais, nous devons réaliser de plus en plus que la première chose que nous avons à offrir au monde, c'est notre culture, c'est notre sagesse, ce sont nos traditions. Et de voir que dans notre pays, il y a la conscience et la volonté de transmettre les identités aux générations présentes et futures, nous ne pou-

vons que l'encourager. Vous pouvez compter sur le ministère de la Culture pour être à vos côtés», a-t-il déclaré aux membres de Tebeke.

Le président de ladite structure, Alain Patrick Lindandji Bidona, comme sa vice-présidente, Suzanne Nzassi Mavoungou Mazanna-Mayimba, tout en louant l'appui annoncé du ministre d'Etat, ont eux aussi abondé, au cours de leurs allocutions respectives, vers la nécessité pour tout peuple de rester rattaché à ses racines culturelles.

Vie des syndicats/ A l'issue de l'assemblée générale du Syndicat national des personnels de l'Agriculture (Synpa) Les agents du ministère en grève illimitée



Les représentants des centrales syndicales présents à la rencontre.

AJT

Libreville/Gabon

PAIEMENT au trentième, retour sans conditions de la prime de rendement et mise en œuvre du nouveau statut de l'agent de la main d'œuvre non permanente. Trois points essentiels qui ont conduit les agents du ministère de l'Agriculture à décréter une grève illimitée dans le secteur.

La décision a été prise, hier, vendredi, à la faveur d'un rassemblement tenu à la direction provinciale de l'Agriculture, sise à STFO. «Nous nous insurgons contre cette réforme engagée dans la Fonction publique. Aujourd'hui, il est question d'engager une démarche allant vers l'ensemble des agents publics de l'Etat, parce que nous refu-

sons la militarisation de la Fonction publique. Il faut refuser la privatisation de la Fonction publique et nous avons annoncé que dans quelques jours, au siège du CAPPE, nous allons signer une pétition avec l'ensemble des organisations syndicales du secteur public, parce que le gouvernement, aujourd'hui, essaie de créer une confusion avec certaines organisations syndicales qui œuvrent pour le maintien de cette réforme, parce que il s'agit simplement d'une question d'argent», a indiqué le président du Syndicat national des personnels de l'Agriculture (Synpa), Cyrilin Koumba Mba Essiane. Occasion pour Simon Ndong Edzo, délégué de la Dynamique Unitaire (DU), présent à la rencontre, d'inviter les agents du ministère de l'Agriculture à «

rester unis et à ne pas céder à l'intimidation. Au niveau de Dynamique Unitaire, nous sommes des lanceurs d'alerte. Et, nous pensons que vous avez intérêt à nous suivre. Car, ce que le Gouvernement nous prévoit là, c'est dangereux. Il dit que la réforme a pour objectif de lutter contre l'absentéisme

et d'accroître la performance de l'administration publique. Mais nous vous disons qu'il y a une face visible de l'iceberg et une autre invisible. Et nous sommes là pour vous montrer cette face, qui n'a pour objectif que de privatiser, militariser et monarchiser l'agent public», a-t-il lancé.

